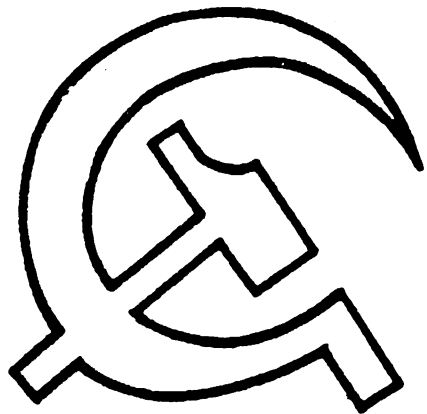




le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0494

LE 18 DECEMBRE 1994

N° 228 PRIX 4 FF



COTE

D'IVOIRE

DES RIVALITES POUR LE POUVOIR

OU LES CLASSES PAUVRES

N'ONT CERTAINEMENT RIEN A GAGNER

MAIS PEUT-ETRE BEAUCOUP A PERDRE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2
Editorial

Page 5
Sénégal: l'inflation galopante frappe les pauvres

Mali: les réfugiés touaregs chassés par l'armée s'entassent dans les ...

Page 6
Tchad: au-delà de Déby, c'est le système qu'il faut détruire

Page 9
Immigration: les résidents de Nouvelle France en butte à ...

Page 10
Mitterrand fait ses adieux à l'Afrique ...

Page 11
Il y a 50 ans, la conférence de Bretton-Woods consacrait ...

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

COTE D'IVOIRE

**DES RIVALITES POUR LE POUVOIR
OU LES CLASSES PAUVRES
N'ONT CERTAINEMENT RIEN A GAGNER
MAIS PEUT ETRE BEAUCOUP A PERDRE !**

Dans la perspective des prochaines élections générales, prévues en principe pour la fin de l'année 95, le gouvernement ivoirien vient d'établir un code électoral. Ce code stipule que les candidats aux élections présidentielles doivent être des Ivoiriens de souche, "nés de père et de mère ivoiriens", ne "jamais avoir renoncé à la nationalité ivoirienne" et "avoir résidé dans le pays de façon continue pendant les cinq années qui précèdent les élections".

L'objectif du pouvoir est manifestement de chercher à écarter de la course présidentielle Alassane Ouattara, l'ancien premier ministre d'Houphouët, dont les partisans viennent de claquer la porte du PDCI (Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire), le parti au pouvoir, et de créer un autre parti rival, le RDR (Rassemblement des Démocrates), dans le but justement de lui offrir un appareil en vue des prochaines élections. Ouattara est, dit-on, le père burkinabé. Depuis sa nomination au poste de directeur adjoint du FMI, il vit à Washington.

C'est pourquoi, dès sa parution, ce code électoral a suscité de vives réactions dans le pays, notamment au sein de l'opposition. Le ridicule ne tuant pas, les dirigeants du FPI (Front Populaire Ivoirien), qui courent derrière ceux du RDR pour une éventuelle alliance, considèrent "ce code électoral liberticide, raciste, xénophobe et dangereux" alors que, quand Alassane Ouattara était premier ministre, ils étaient les plus virulents à le traiter d'étranger. Pour le PIT (Parti Ivoirien du Travail), à travers ce code électoral, le parti au pouvoir "veut se réserver la part du lion en multipliant les obstacles pour l'opposition." Mais c'est du côté des partisans d'Alassane Ouattara que vient la réaction la plus vive. Selon Djény Kobina, le dirigeant du RDR, ce code est "porteur de germe de désordres qui peuvent aller jusqu'à l'affrontement".

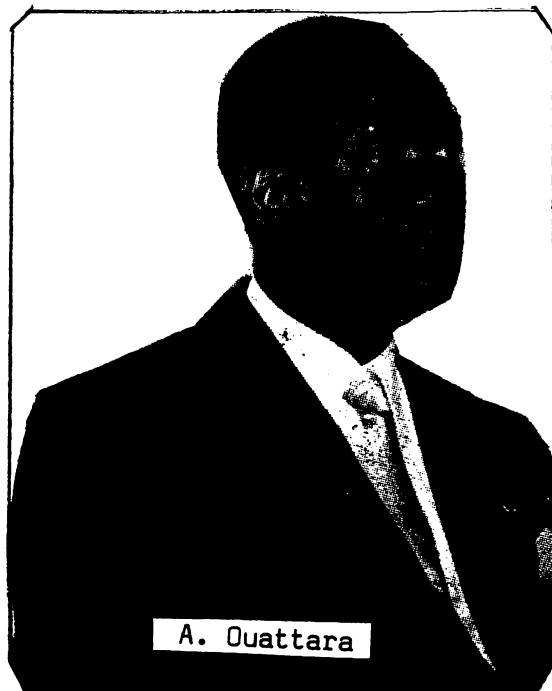
Nul doute que dans l'attitude des différents dirigeants de l'opposition, il y a une forte dose d'hypocrisie. S'ils étaient au pouvoir à la place de Bédié, il y aurait fort à parier qu'ils agiraient de même, en cherchant à écarter leurs éventuels concurrents par tous les moyens possibles. Mais le risque d'affrontements, surtout ethniques, est réel.

Alassane Ouattara, musulman, homme du nord, bénéficie d'une réelle sympathie d'une frange importante de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, tant celles de son milieu que d'ailleurs. Il jouit aussi d'un soutien certain des milieux financiers des puissances impérialistes, notamment des Etats-Unis. Aux yeux de la bourgeoisie, tant du dedans que du dehors, son passage à la tête du gouvernement a laissé plutôt une bonne image.

Après la mort d'Houphouët, le gouvernement français a pourtant apporté, avec la célérité que l'on sait, un soutien sans doute décisif à son rival Bédié. Peut-être simplement parce que ce dernier avait la préférence de l'armée et que la France ne voulait pas prendre le risque que celle-ci se divise, en laissant deux crocodiles dans la même mare. Peut-être aussi que, pour dévoué qu'il soit à la bourgeoisie, Ouattara l'est un peu trop à la bourgeoisie américaine aux yeux de l'impérialisme français, jaloux de ses prérogatives en Côte d'Ivoire. Comme il se peut aussi qu'il y ait eu un consensus tacite pour installer tout de suite un Bédié, afin que la période toujours délicate de la transition après la mort du vieux dictateur ne conduise pas à des troubles dans la population, quitte à admettre qu'Ouattara puisse ultérieurement postuler au poste suprême à l'occasion des premières élections.

Le fait est que la clientèle d'Ouattara considère que l'heure est venue pour que leur chef prenne la véritable succession d'Houphouët.

Certains d'entre eux assortissent leur vœux de commentaires du genre: le pouvoir ne peut pas être éternellement entre les mains d'un même clan, celui des Akans, des Baoulés, des Sudistes généralement.



A. Ouattara

A ethnisme, ethnisme et demi cependant. C'est déjà en se posant en défenseur des intérêts des Baoulés et des Sudistes face aux intentions des "nordistes revanchards" que Bédié s'est opposé aux velléités d'Alassane Ouattara de succéder immédiatement à Houphouët Boigny. Mais depuis lors, pour enrayer l'influence du camp concurrent dévoué à Alassane Ouattara, celui de Bédié verse de plus en plus dans la démagogie régionaliste ou ethniste. Par le biais des médias de l'Etat, radio, télévision, journaux, mais aussi de meetings publics, il mène une campagne dans ce sens, fait ou laisse croire à la menace d'un danger nordiste contre les intérêts du clan des Sudistes au pouvoir depuis le début du long règne d'Houphouët Boigny.

C'est ainsi, par exemple, que, à la faveur de la mort d'Houphouët Boigny, quand les luttes pour le pouvoir au sein du PDCI ont abouti au départ d'une partie de la direction, celle de Djény Kobina,

défendant ouvertement les thèses d'Alassane Ouattara, le clan de Bédié a fait croire qu'il s'agissait de Nordistes aigris cherchant à supplanter les Sudistes à la tête du pays. C'est la même logique, doublée de xénophobie, qui est à l'origine du code électoral actuel.

Socialement, Ouattara et Bédié représentent rigoureusement la même chose: les intérêts de la bourgeoisie locale et internationale contre les classes exploitées du pays. Du point de vue des intérêts des opprimés, il importe peu que l'un soit un peu plus en faveur de l'impérialisme américain et l'autre, un peu plus en faveur de l'impérialisme français, d'autant que l'un comme l'autre peuvent changer, en fonction du rapport des forces, en fonction des intérêts de leur appareil d'Etat, ceux de la couche dirigeante locale... et plus encore, en fonction de leurs intérêts personnels. Que ce soit l'un ou l'autre qui l'emporte, les travailleurs ne trouveront pas plus facilement du travail, leur salaire ne sera pas plus élevé, et la vie des paysans pauvres ne sera pas moins dure qu'aujourd'hui.

Mais dans le concours de démagogie ethniste que les deux rivaux développent, les classes pauvres, comme toute la société, ont quelque chose à perdre. Le Libéria n'est pas loin de la Côte d'Ivoire, et pas seulement sur le plan géographique. En Côte d'Ivoire certes, les cliques politiques rivales n'agissent pour l'instant la démagogie ethniste que sur le plan électoral. Mais c'est comme cela qu'on commence à creuser des fossés. Et quand le fossé est creusé, le champ est libre pour qu'aux joutes électorales se substituent les

affrontements entre bandes armées, voire la guerre civile sanglante et stérile. Et rien ne garantit que les cliques assoiffées de pouvoir à conserver ou à conquérir soient plus responsables en Côte d'Ivoire qu'au Libéria ou au Rwanda.

L'intérêt des classes exploitées est, en tout cas, de rejeter avec mépris toute démagogie visant à opposer les travailleurs ou les paysans pauvres d'une ethnie aux travailleurs ou aux paysans pauvres d'une autre ethnie. Ce sont des divisions artificielles, nuisibles qui, partout où elles ont été aggravées, n'ont apporté aux classes pauvres que la mort, des destructions, qu'une misère plus grande.

La seule opposition qui existe réellement dans la société, et qui est décisive pour l'avenir de celle-ci, est celle entre les riches parasites bourgeois de la société et les classes exploitées dont le travail fait vivre les précédents. Le seul affrontement qui serait fécond pour l'avenir, car il est susceptible de permettre une transformation sociale réelle, dans le sens du progrès, serait celui qui opposerait victorieusement les classes exploitées, toutes ethnies et toutes nationalités confondues, à la bourgeoisie possédante. Et cet affrontement-là pourrait être infiniment moins sanglant que les affrontements ethniques ou nationaux toujours stériles, car pour se libérer, les exploitées n'ont nulle raison de viser les vies; ils viseraient les fortunes, les richesses, les moyens de production pour les enlever au contrôle exclusif des riches et pour les mettre sous le contrôle des classes exploitées.

SENEGAL

L'INFLATION GALOPANTE FRAPPE LES PLUS PAUVRES

Suite à la dévaluation du CFA, des prétendus "experts" en économie disaient que l'inflation dans les pays de la zone CFA n'allait pas dépasser les 40% pour toute l'année 1994. Or en l'espace de huit mois seulement, ce taux a été atteint au Sénégal.

L'inflation qui était de 27,5% en juin a grimpé à 30,3% en juillet et à 38,8% en août de la même année 1994. On prévoit qu'elle sera au moins égale à 50% à la fin de cette année. Rappelons que ces chiffres sont ceux que les autorités veulent rendre publics. Mais en réalité l'inflation est peut-être plus forte.

Les hausses des prix ont surtout été fortes dans le secteur des denrées alimentaires (en août, la hausse était de 48% alors que la moyenne s'établissait à 38,8%). C'est-à-dire que les couches sociales défavorisées ont été plus touchées que les autres.

Pour faire passer la pilule de la dévaluation, le gouvernement

sénégalais, avec l'autorisation de la France, a procédé à une augmentation des salaires de 5 à 20%. Mais cette augmentation était dérisoire, comparée à la dégradation du niveau de vie suite à cette dévaluation, d'autant plus que trois mois avant cette décision, les salaires avaient été diminués de 15%. Le prétexte, c'était pour faire face à la crise et plaire aux dirigeants du FMI qui exigeaient cette amputation de salaire (en plus des licenciements dans la fonction publique) en échange d'un accord de crédit.

Mais pendant que les plus démunis, les petits salariés et leurs familles qui dépendent de leurs maigres revenus se serrent la ceinture, les gros commerçants et les privilégiés du régime continuent de rouler dans les voitures de luxe et de vivre dans des villas où il ne manque de rien. Mais gare à eux lorsque la colère s'emparera des masses déshéritées. A ce moment-là leurs discours sur la nécessité de faire des sacrifices ne marchera plus.

MALI

LES REFUGIES TOUAREGS CHASSES PAR L'ARMEE S'ENTASSENT DANS LES CAMPS DE REFUGIES

Le massacre et la misère continuent de frapper les populations touaregs. Chassées du Mali, elles sont actuellement plus de 25 000 entassées dans des camps de réfugiés au Burkina; d'autres sont parquées dans des camps en Algérie.

Dans ces camps, les femmes, les enfants, les vieillards sont presque tous sur le point de mourir de faim et de soif, surtout ceux du Burkina

Faso où les conditions d'hygiène et d'alimentation sont lamentables.

Face à cette situation, les organisations internationales, l'OUA, l'ONU ou la CEE se taisent, comme d'ailleurs les médias. Il faut croire que cette répression-là n'est pas - ou n'est pas encore - assez sanglante pour faire vendre du papier.

Mais ce silence de la presse est un soutien aux dictateurs en place dans

ces pays. Quant aux Etats occidentaux, la France en particulier, elle soutient ces

régimes de bien d'autres façons encore que par son silence: par son soutien politique et par ses armes.

TCHAD

AU-DELA DE DEBY C'EST LE SYSTEME QU'IL FAUT DETRUIRE.

Dans un tract anonyme intitulé "Moyen-Chari, la mort te rend visite", édité peu de temps avant la visite d'Idriss Déby dans cette région du Tchad et distribué dans l'immigration tchadienne à Paris, les auteurs de ce papier lancent un appel à la population de cette zone pour qu'elle observe "le deuil" durant tout le séjour du dictateur de N'Djaména. Pour ce faire, ils rappellent les crimes commis par Idriss Déby dans cette région quand,



Paysans souvent rançonnés

en 1984, alors qu'il était le chef d'état-major de Habré, il a dirigé des mois durant une forte campagne de répression qui a fait, au bas mot, des milliers de victimes, souvent des vieux, des femmes et des enfants assassinés sauvagement, et des dizaines de villages brûlés. Ils mettent également l'accent sur le fait que, sous le pouvoir actuel du MPS, le Mouvement Patriotique du Salut, le parti de la dictature actuelle, la région du Moyen-Chari est laissée à l'abandon, le peu de structures économiques qui y sont ne fonctionnent pas ou sont liquidées, comme, par exemple, la STT, Société Textile du Tchad, fermée depuis quelque temps. Ils soulignent aussi

que les champs sont détruits par "des troupeaux appartenant aux responsables civils et militaires du MPS, parents et alliés de Déby" et que les quelques efforts faits notamment dans le domaine des transports ne profitent qu'aux commerçants et autres transporteurs originaires du nord du pays.

Alors oui, Déby est une belle ordure ! Les populations pauvres du Moyen-chari n'ont effectivement aucun intérêt à l'accueillir triomphalement. Mais, contrairement aux conceptions et autres visées des responsables de ce tract, les maux dont souffrent les populations du Moyen-Chari, comme celles des autres régions du Tchad, ne sont pas le fait de la volonté d'un individu et moins encore de son ethnie, à savoir les Zakhawa ou plus généralement les populations musulmanes du nord dont est originaire le dictateur de N'Djaména.

Car, s'il est vrai que, sous Habré hier et aujourd'hui sous le MPS, les bandes armées aux ordres de Déby tuent, assassinent, violent, volent, impunément, au Moyen-Chari, il est aussi vrai qu'elles ont fait de même et continuent de le faire dans les autres régions du Tchad, notamment au Nord, dans le Ouaddaï, dans le Lac, le Guéra, y compris le BET, région dont sont issus Déby et la plupart de ses compagnons. Les bandes d'assassins au service du pouvoir ne sont pas regardantes sur les origines culturelles et ethniques de leurs victimes. C'est sur toute l'étendue du pays qu'elles sèment la mort et la désolation.

La dictature de Déby n'est pas

celle d'une ethnie, celle des Nordistes, contre les autres, notamment les populations du Sud. Dans cette dictature, on trouve des intellectuels, des politiciens, des militaires, du Nord comme du Sud, qui ont fait le choix de s'allier et d'imposer à l'ensemble des masses pauvres du pays leur ordre commun, sans tenir compte des distinctions ethniques ou culturelles, afin d'assouvir leur soif du pouvoir et de s'enrichir. Au sud du Tchad, cette dictature ne s'exerce pas seulement à travers "les parents" de Déby. Elle s'appuie également, pour une large part sinon la plus importante, sur une couche importante de politiciens, de militaires, de mouchards, natifs du sud, qui participent consciemment aux assassinats, au vol, au viol des populations de leurs propres ethnies et régions. Les responsables de ce tract n'ont-ils pas eux-mêmes établi la liste des cadres et des notables du Moyen-chari, sbires patentés de Déby", les Noudjalbaye, Koïbla, Djogo, Oudalbaye et autres, qui jouent le même rôle que celui tenu sous Habré par Kamougué, Tokinon, Kété Moïse ou, tout récemment, Yodeïman, Fidel Mounkar etc, celui des larbins au service de la dictature ?

Au-delà des hommes, le problème essentiel est celui du système. Il ne suffit pas de s'attaquer à Déby,

même si on a toutes les raisons du monde de le faire, ou même de le remplacer par un autre politicien pour que les choses aillent mieux dans le pays. Toute l'histoire politique du Tchad le démontre. Hier, nombreuses étaient les voix qui s'élevaient pour dire que le problème était Tombalbaye ou Habré. Mais la mort ou la chute de ces dictateurs n'ont entraîné aucun changement dans le pays. Le système, c'est-à-dire la dictature, la misère, les maladies, les injustices, les assassinats et autres exactions, est resté le même, avec les mêmes profiteurs, la bourgeoisie tchadienne et surtout l'impérialisme français, et les mêmes victimes, les masses pauvres tchadiennes de toutes les régions, de toutes les ethnies et de toutes les croyances.

L'avenir, c'est que tous ceux qui se sentent réellement révoltés par ce qui se passe dans le pays et veulent un véritable changement tirent les leçons des expériences passées, celles des guerres ethniques, du fossé de sang permanent, sans issue, dont les principales victimes sont toutes les populations pauvres et s'attellent à la tâche nécessaire d'offrir à ces dernières une organisation politique révolutionnaire qui soit la leur, afin d'en finir avec le système actuel, des Déby, Koïbla et autres, imposé par l'impérialisme français.

DEBY CONTINUE DE METTRE EN PLACE LE DISPOSITIF POUR SON ELECTION

Après avoir réussi à chapeauter le CST, (conseil supérieur de transition) chargé d'organiser et de contrôler les futures élections présidentielles et législatives, en installant à sa tête son homme de paille; après avoir écarté ou mis sur la touche certains candidats potentiels à la présidence, voilà le dictateur Déby qui revient à la charge en créant, par décret, la commission nationale de recensement électoral.

Ce décret annule-t-il les

pouvoirs de la commission électorale nationale indépendante créée par le CST? Le gouvernement ne le dit pas explicitement. En tout cas un organe chargé d'assurer la régularité des élections et qui échappe au contrôle du chef de l'Etat ne peut que gêner les magouilles en préparation en haut lieu.

Sur le terrain, Déby cherche à appeler les populations à voter pour lui en tenant des discours démagogiques; il cherche par tous

les moyens, y compris financiers à gagner à sa cause les chefs de cantons, de villages. Il s'est lui-même rendu dans le Sud du pays, notamment dans la région du Moyen-Chari. Il en a profité pour virer certains préfets et sous-préfets qui lui sont hostiles ou qui ne sont pas membres du MPS (Mouvement Patriotique du Salut), son parti.

Les dirigeants de l'opposition, dont certains se sont regroupés pour faire campagne, avaient déjà crié au scandale; ils avaient reproché à Déby de cacher son jeu et son refus obstiné d'organiser dans la transparence ces futures élections.

Apparemment Déby n'a pas tenu compte de ces reproches. Il vient de franchir un autre pas. Il déclare qu'il n'y aura pas de contrôle de listes électorales avant le scrutin; les dirigeants de l'opposition ont 21 jours (au lieu de 60 jours décrétés par le CST) pour contester le résultat des urnes.

Mais ce qui fait actuellement peur aux dirigeants de l'opposition, c'est le vote des Tchadiens à l'étranger. Dans une déclaration publique, Déby a laissé entendre qu'il y a trois millions de Tchadiens au Soudan qu'il ne serait pas exclu de leur permettre de participer aux élections. Pourquoi seulement souligner le cas de ces Tchadiens alors qu'il en existe partout ailleurs, en France, au Nigéria, au Cameroun, en RCA (République Centrafricaine), au Burkina, etc ?

Selon un responsable administratif interrogé par un journal local, des cartes d'identité vierges, émises en grandes quantités, circulent dans le pays et particulièrement à Ndjaména. Il n'ose pas dire que c'est pour permettre au régime de faire voter

des Tchadiens fictifs.

Or, sur le vote des Tchadiens à l'étranger, le CST avait déjà tranché: ils ne voteront pas parce que le Tchad n'a pas les moyens de les recenser, d'organiser matériellement ces consultations. De plus, il ajoute que le régime éprouve bien de difficultés à organiser les élections à l'intérieur du pays. A plus forte raison à l'étranger.

Mais comme Idriss Déby se moque fort bien des décisions et recommandations du CST, il peut en décider autrement. Le fait qu'il en parle malgré cette décision est significatif. Il peut donc passer outre comme il en a l'habitude. Réussira-t-il à le faire ? Attendons de voir.

Ce n'est certainement pas le CST ni les dirigeants de salon de l'opposition qui pourraient empêcher Déby de faire voter les Tchadiens du Soudan...ou du moins, comptabiliser des votes fictifs comme étant ceux des Tchadiens du Soudan. Mais peut-être que le dispositif qu'il est en train de mettre en place, à l'intérieur du pays, suffira à Déby pour truquer les résultats du scrutin en sa faveur, ou pour refuser le verdict des urnes. Autant dire que les mots "élections" ou "démocratie" ne sont que des mots en l'air dans la bouche de Déby. Comme d'ailleurs, finalement, dans la bouche des dirigeants de l'opposition eux-mêmes. Car si ceux-là clament leur souhait que les élections soient "transparentes", ils ne font que la clamer, mais ils ne se proposent pas à préparer la population à se donner les moyens pour imposer ne fût-ce que cette "transparence" des élections, dont pourtant la démocratie, c'est-à-dire le contrôle de la vie publique par la population, est encore bien loin.

IMMIGRATION

LES RESIDENTS DU FOYER "NOUVELLE FRANCE" EN BUTTE A LA MAIRIE DE MONTREUIL

Récemment la mairie de Montreuil a relancé le problème du relogement des 336 travailleurs africains vivant dans des baraquements préfabriqués à la rue Nouvelle France.

Il y a 14 ans, la mairie de Montreuil avait détruit ce foyer du 49 rue Léon Gaumont suite à la lutte des locataires. Il n'y avait aucune sécurité dans cette ancienne usine désaffectée, mais en plus les locataires étaient entassés: de six à huit lits par chambre pour la plupart. Si une partie des résidents a été relogée à peu près normalement, l'autre moitié, placée dans des baraquements de chantier, à la rue Nouvelle France, attend toujours la construction d'un nouveau foyer plus convenable, en dur.

Ce relogement provisoire était prévu pour une période ne dépassant pas deux ans. Quatorze ans après, on est au même point.

Les autorités municipales n'ont pas du tout respecté leurs engagements. Périodiquement, les résidents ont relancé la mairie pour lui rappeler leur revendication. A chaque fois les autorités se sont défilées pour ne pas construire et reloger ces travailleurs. Elles en sont même arrivées à dire que le taux de l'immigration à Montreuil est au-delà " du seuil de tolérance". Aujourd'hui elles sont contre les grands foyers d'immigrés parce que, prétendent-elles, cela crée des ghettos et empêche l'intégration.

D'ailleurs, c'est sous ce prétexte que récemment le maire a proposé de reloger, sur 336 résidents, 120 dans quatre anciens hôtels rénovés rapidement pour la

circonstance.

Les travailleurs n'acceptent pas cette solution. Ils revendiquent d'être relogés dans deux ou trois foyers qui disposent de salles collectives, cuisine, salle à manger, salle de télé et de réunions. En somme des foyers comme ceux qui existent dans la région parisienne.

Il est vrai qu'à Montreuil il existe plusieurs foyers d'immigrés et que toutes les autres communes avoisinantes ont toujours refusé de reloger ceux venant de Montreuil. Mais les autorités publiques ne font rien non plus pour imposer à ces communes de construire de nouveaux foyers. Ce sont ces autorités qui perçoivent pourtant les cotisations sociales dont une partie versée aux Fonds d'Action Sociale est destinée théoriquement à la construction de foyers. Ce sont des milliards de francs qui sont ainsi collectés par les autorités publiques, mais celles-ci refusent de satisfaire les revendications pourtant légitimes des locataires de Nouvelle France, tout comme elles ne versent pas les allocations familiales à certaines familles de travailleurs immigrés restées en Afrique.

A l'heure actuelle, le maire de Montreuil refuse de recevoir et de discuter avec les délégués des travailleurs immigrés et les représentants des associations de Montreuil qui les soutiennent. Il fait la sourde oreille pour laisser pourrir la situation et décourager les résidents afin qu'à bout de force, ils acceptent n'importe quelle solution. Ce qui est sûr, c'est que pour l'instant les résidents ne veulent pas se laisser faire.

MITTERRAND A FAIT SES ADIEUX A L'AFRIQUE MAIS PAS L'IMPERIALISME FRANCAIS

Lors du dernier "sommet franco-africain" qui s'est tenu les 8 et 9 novembre dernier, Mitterrand aurait fait son "adieu" à l'Afrique. Pour lui ce sera certainement le dernier sommet du genre puisqu'il finit son mandat présidentiel. Mais tout comme lui-même n'a été que le continuateur de la politique de Giscard d'Estaing, son prédécesseur, d'autres continueront la même politique.

Le changement d'homme à la tête de l'Etat n'a jamais modifié significativement la politique de l'impérialisme français à l'égard de ses anciennes colonies d'Afrique, y compris lorsque des hommes de droite étaient remplacés par ceux dits de gauche.

Quand Mitterrand arriva au pouvoir en 1981, un certain nombre d'Africains se disant "anti-impérialistes" ou opposés aux régimes dictatoriaux africains soutenus par l'Etat français ont cru que désormais les choses changeraient dans leur pays puisque, selon eux, le "socialisme" allait être de rigueur en France. Il fallait une certaine dose de naïveté pour voir en Mitterrand, ce vieux politicien de la bourgeoisie française, un homme de changement qui allait mettre fin à tous les liens entre l'impérialisme français et ses anciennes colonies !

Au tout début de l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, un certain nombre de dictateurs patentés comme Bongo, Mobutu, Eyadéma et bien d'autres ont aussi ressenti une certaine inquiétude pour leur avenir. Mais très vite ils ont été rassurés.

Aujourd'hui, presque 14 années après, aucun dictateur n'a été inquiété. Tout comme du temps de Giscard d'Estaing, l'impérialisme français a non seulement maintenu

toutes ses bases militaires en Afrique, mais en plus lorsque des régimes dictatoriaux tels que celui de Mobutu, d'Eyadéma ou de Bongo ont été secoués par des émeutes, Mitterrand n'a pas hésité une seule seconde à envoyer des troupes supplémentaires sous prétexte de protéger la sécurité des ressortissants français vivant en Afrique. En réalité, c'était pour soutenir ses régimes pourris. C'est pourtant ce même Mitterrand qui, quand il était dans l'opposition, dénonçait verbalement les mêmes types d'intervention lorsque Giscard les pratiquait. Y compris jusque dans les détails, les pratiques de Mitterrand en matière de politique africaine ainsi que les liens personnels qu'il a tissés avec les dictateurs africains ressemblent à ceux de Giscard d'Estaing.

Mitterrand, même en 1981, n'était pas un nouveau venu dans la politique française. Il avait déjà participé à des gouvernements depuis l'époque coloniale. C'est lui qui déclarait, alors qu'il était ministre de l'intérieur à l'époque de la guerre d'Algérie, que "la seule négociation avec les rebelles c'est la guerre". Depuis son entrée au parti socialiste, il s'est drapé d'une étiquette de "gauche" et de "socialiste", mais c'est le même homme politique au service de la même bourgeoisie française.

Durant ces quatorze années à la tête de l'Etat français, il a toujours défendu fidèlement les intérêts de la bourgeoisie française. Les profits de cette dernière n'ont jamais été mis en cause, pas plus en France que dans sa chasse gardée en Afrique.

Ce n'est pas un simple changement d'homme à la tête de l'impérialisme français qui modifiera la situation de l'énorme majorité de la population dans nos

pays. Les vrais changements susceptibles de transformer radicalement le sort des pauvres dans le sens de l'amélioration de leurs conditions d'existence ne viendront que de leur capacité à prendre en charge eux-mêmes leur

destin. Cela passe obligatoirement par la création, au sein de la classe ouvrière africaine, de partis révolutionnaires prolétariens, seuls capables d'offrir une perspective pour l'ensemble des déshérités.

IL Y A 50 ANS, LA CONFERENCE DE BRETTON-WOODS CONSACRAIT L'HEGEMONIE DES USA SUR L'ECONOMIE MONDIALE

En 1944, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les USA ont convoqué une réunion rassemblant des délégués de 50 pays, à Bretton-Woods aux Etats Unis. Le résultat de la conférence fut le système qui porta la marque de l'hégémonie dominante américaine par l'instauration peu de temps après du dollar comme équivalent monétaire international à la place de l'étalon-or.

L'accord de Bretton-Woods annonça également la naissance du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale.

Officiellement ces décisions avaient comme objectif l'instauration d'un ordre capitaliste international stable pour régler les déséquilibres des balances de paiements.

En ce qui concerne les pays sous-développés, les emprunts contractés auprès de ces organismes furent peu importants pendant les trente premières années.

A partir des années 74-75, dans une situation marquée par la récession de l'économie occidentale, une partie des capitaux "libres" prit le chemin des pays sous-développés et celui de l'Europe de l'Est à la recherche d'un profit

qu'elle parvenait de moins en moins à trouver dans les pays industriels eux-mêmes.

Les classes dirigeantes du Tiers-Monde, pour préserver leur enrichissement personnel, leur consommation et honorer leurs achats, ont emprunté des devises à ces organismes et à bien d'autres officines plus ou moins obscures.

Pour les économistes ou pour les plunitifs de toutes sortes, les pays pauvres devaient rembourser les dettes de leurs couches dirigeantes et payer les intérêts par des ventes



accrues sur le marché international de leurs produits agricoles et de

leurs matières premières. Sur cette voie-là, il n'y avait de toute façon qu'une aggravation du sous-développement, car cela signifie favoriser les produits d'exportations au détriment des cultures vivrières, aggraver encore la destruction des économies locales au profit d'une dépendance accrue des marchés internationaux, des fluctuations des prix des matières premières. Mais même cette voie-là a fini par être bouchée.

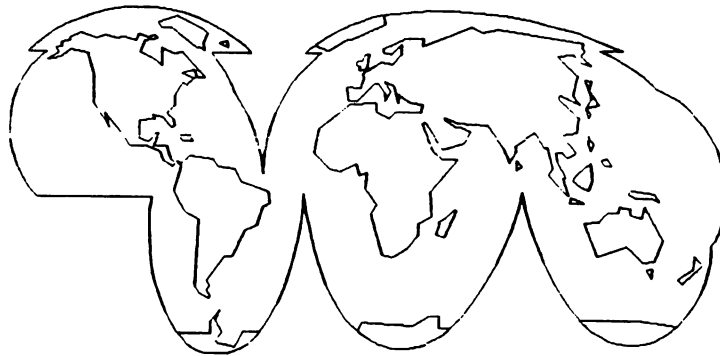
Il eut fallu une expansion du marché mondial, pour que les pays pauvres puissent seulement espérer se débarrasser de leurs dettes en augmentant leurs productions et leurs recettes d'exportations. Mais l'économie mondiale n'est pas en expansion, même si par moments, des phases de faible reprise relayent la stagnation. Si la spéculation fait, de temps à autre, envoler le prix de certaines matières premières, ces envolées ne profitent pour l'essentiel qu'aux spéculateurs, c'est-à-dire, aux trusts qui dominent le marché mondial des matières premières. Malgré des prélèvements qui saignent les pays pauvres, ces derniers ne parviennent

pas à rembourser, ni même à diminuer leurs dettes. Ils empruntent pour payer les échéances. Ce qui fait que c'est de plus en plus par le biais de l'usure pure et simple, sans même des retombées sur la production, que l'impérialisme exploite les pays pauvres, c'est-à-dire leurs couches exploitées, car l'appauvrissement des pays pauvres ne signifie pas l'appauvrissement de leurs couches privilégiées ou des serviteurs locaux de l'impérialisme.

Tout le mécanisme des dettes des pays pauvres consiste à obliger les ouvriers de payer par la diminution de leurs salaires réels; à obliger les paysans pauvres à sacrifier une part croissante de leurs ressources, de quoi rembourser les dettes de leurs dirigeants afin d'enrichir les banques occidentales.

Il est temps que les travailleurs de tous les pays s'unissent pour ravir à ces banquiers, aux institutions comme le FMI et la Banque Mondiale ainsi qu'à l'impérialisme qui supervise le tout, la gestion des affaires économiques de la planète.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.